

L'ALBANIE

Superficie	28 748 km ²
Population	3,5 millions d'habitants
Capitale	Tirana
Monnaie	nouveau lek (07/97, 100 n.leks = 3,41 FF)
Régime	présidentiel
Président	Rexhep Medjani (depuis 24/7/97)
Premier Ministre	Fatos Nano (investi le 24/7/97)

INTRODUCTION

L'attention internationale sur les Balkans s'est portée jusqu'à présent, et de manière prioritaire, sur la Yougoslavie et ses anciennes républiques. La situation est maintenant plus propice pour une plus grande observation de la situation en Albanie. En mars de 1997, à l'issue de l'effondrement de plusieurs pyramides financières, la société albanaise s'est désintégrée et a sombré dans l'anarchie. A cette occasion, diplomates et dirigeants occidentaux se sont rassurés parce que, selon leur opinion, le

cas albanais était différent du cas yougoslave ¹. L'implosion de l'Albanie dans une crise sans précédents ne représentait, d'après leurs analyses, aucune menace pour les pays voisins. L'urgence de la mise en place d'une force multinationale pour contribuer à la stabilisation de l'Albanie a démontré clairement combien ces analyses étaient fausses.

L'Albanie est au coeur de la stabilité dans les Balkans et toute crise politique albanaise a un effet de ricochet sur ses voisins. Il importe donc de se familiariser avec ce petit pays qui est, il faut en convenir, un acteur d'importance dans toute démarche de paix appliquée à la région.

1. CONTEXTE GEOGRAPHIQUE

1.1. Le territoire

L'Albanie est un petit état des Balkans, dans l'Europe du Sud-Est. Elle s'étend sur 28 748 kilomètres carrés. Ses frontières bordent celles de la Grèce sur près de 283 kilomètres et celles de la Macédoine, de la Croatie et du Kosovo serbe sur près de 486 kilomètres. S'ajoute à ces 768 kilomètres de frontières terrestres un littoral de 362 kilomètres, qui borde les mers Adriatique et Ionienne. L'Albanie est située en fait au débouché de la mer Adriatique sur la Méditerranée, en bordure du détroit d'Otrante.

L'Albanie est un pays montagneux (près de 80 % de sa surface). Les chaînes Dinariques, souvent forestières, occupent l'ensemble du pays à l'exception de la partie centrale, où, en bordure de l'Adriatique, s'étendent des plaines et des collines qui regroupent la majeure partie de la population. Le climat est méditerranéen sur une étroite frange littorale et continental ailleurs.

A cause de son relief accidenté, les réseaux ferroviaire (543 kilomètres) et routier (6 700 kilomètres) sont très peu développés. En ce qui concerne la navigation fluviale, elle ne dispose que de 43 kilomètres navigables. Il y a quatre ports maritimes principaux (Durrës, Sarandë, Vlorë et Shëngjin) et dix aéroports (plusieurs étant de très petite dimension).

Le territoire albanais est, certes, petit mais il a l'avantage de sa localisation géographique. Son littoral est en bordure du détroit d'Otrante, considéré comme étant un passage stratégique depuis l'Antiquité. Deux constantes géopolitiques majeures ont joué ici : pour le voisin serbe, le besoin d'accéder à la mer ^(a) ; pour l'Italie le contrôle

^a La Serbie, même agrandie du Monténégro s'estime peu viable dans ses frontières actuelles. Elle serait pratiquement un état enclavé, le Monténégro n'offrant qu'un débouché côtier très insuffisant et mal relié à la Serbie. La volonté serbe d'améliorer ce couloir (par la Bosnie ou par l'Albanie) est une constante au long des siècles.

du détroit d'Otrante, ambition géostratégique de toute puissance maritime. L'Albanie devient donc une pièce essentielle de la continuité géographique entre l'Adriatique et l'Égée.

Par ailleurs, du point de vue terrestre, les récents événements ont montré l'importance de l'Albanie dans les échanges de tout genre qui se développent entre la Grèce et ses voisins balkaniques. La frontière albano-serbe, pourtant scellée par un embargo international s'est montrée particulièrement poreuse à tous types de trafic ². D'autre part, et perpendiculairement, un axe se dessine traversant les Balkans d'est en ouest. En effet, l'Albanie a été située durant des siècles sur un axe surtout terrestre qui reliait Rome à Byzance : la Via Egnata ^(a). Cette voie reprend son importance de nos jours ³ et l'Albanie en est un maillon clé. Le blocus imposé par la Grèce à la Macédoine a montré l'importance de cet axe qui, en plus, permet communiquer aisément l'Albanie avec son allié turc.

1.2. La population

La majorité de la population albanaise appartient au peuple albanais. Cependant, on trouve d'autres minorités, notamment celle d'origine grecque, estimée en 400 000 et qui habite au sud du pays. Etablis dans les Balkans depuis l'Antiquité, les Albanais s'affirment descendants des Illyriens ^(b). Ils se sont répandus de l'Adriatique au Danube. Finalement, ils ont été repoussés par les peuples slaves venant du nord et confinés dans son territoire actuel. Certains historiens serbes contestent cette filiation et leur attribuent un berceau historique équivalant au territoire de l'Albanie actuelle. De cette façon, ils nient leur caractère autochtone au Kosovo, région qui est un enjeu entre les deux nationalismes.

Le peuple albanais totalise 6 000 000 d'habitants, mais seules 3 000 000 habitent en Albanie. Les Albanais sont près de deux millions au Kosovo, région autonome de la république serbe, et 443 000 en Macédoine. Quant aux Albanais de Grèce, il est difficile de savoir dans quelle mesure ils appartiennent effectivement au peuple albanais. En effet, au contraire des Albanais du Kosovo qui sont recensés et se revendiquent comme tels, il n'est pas de même en Grèce. Ici, les mécanismes assimilateurs ont été plus efficaces. Il y a 30 000 Albanais (avec conscience ethnique albanaise) en l'Épire et 200 000 Grecs albanophones (avec conscience ethnique grecque) dans de diverses régions de la Grèce. Ces derniers ne doivent pas être comptabilisés parmi le peuple albanais.

^a La Via Egnata fut tracée par les Romains pour relier le sud de la péninsule italique à Constantinople par Durrës, Ohrid et Salonique. Cette voie de communication devint par la suite une route commerciale majeure de l'Empire byzantin.

^b L'Illyrie est une région montagneuse qui borde l'Adriatique. Aujourd'hui elle est partagée entre l'Italie, la Croatie, la Slovénie et l'Autriche.

Il y a une importante diaspora albanaise, diffusée en plusieurs vagues : Albanais d'Italie méridionale venus des Balkans à partir de la fin du XV^e siècle lors de l'expansion de l'Empire ottoman ; Albanais musulmans réfugiés en Turquie après la destruction de cet empire ; migrants économiques implantés aux États-Unis à partir de la fin du XIX^e siècle ; réfugiés politiques qui fuyaient le régime communiste ; enfin, travailleurs migrants ayant quitté la Yougoslavie à partir des années 60 et l'Albanie à partir de 1990, à destination des pays de l'Ouest. Cette diaspora joue un rôle économique et politique très important au moment actuel. En effet, pour une économie faible comme celle de l'Albanie, les migrants constituent une source de revenus non dédaignable. D'autre part, l'influence des Albanais qui ont réussi dans leur pays d'adoption permet de canaliser des aides occidentales pour l'Albanie.

Les Albanais ont deux souches ethniques : la souche guègue au nord et la souche tosque au sud. Dans le territoire national de l'Albanie les Tosques sont majoritaires. Cependant, dans le Kosovo presque tous les Albanais sont Guègues. Les Guègues se sont avérés anticommunistes —au contraire des Tosques— et en faveur d'une pan-Albanie. Les affrontements régionalistes existent et ils ont été attisés par la classe politique lors des élections. La population albanaise est jeune (65 % de la population a moins de trente ans) et son taux de croissance est élevé par rapport aux pays voisins. Le facteur démographique constitue donc un atout important pour l'Albanie.

1.3. Facteurs religieux et linguistiques

Jusqu'à la fin du Moyen Age, les Albanais étaient situés sur la zone de contact et d'affrontement entre catholicisme et orthodoxie. La population albanaise était partagée entre ces deux confessions. A partir de la conquête ottomane et au cours des quatre siècles de sa domination, les Albanais s'islamèrent progressivement. A la fin de la domination ottomane, ils étaient majoritairement musulmans.

Cependant, il y a d'autres religions en Albanie. Dans le tiers sud du pays il y a près de 400 000 chrétiens orthodoxes, ce qui constitue entre le 12 et le 13 % de la population de l'Albanie. En 1937, les chrétiens orthodoxes d'Albanie obtinrent du Patriarche de Constantinople un statut d'autocéphalie, ce qui n'empêche pas l'Eglise grecque d'affirmer aujourd'hui son autorité sur les orthodoxes d'Albanie. En ce faisant, la Grèce fait état de son droit sur la région de l'Épire nord, zone disputée entre les deux pays.

La notion de communauté confessionnelle, héritage de l'Empire ottoman, reste presque intacte. Tirana a conclu avec Ankara en juillet 1992 un traité fondé sur la parenté culturelle entre les deux pays. Six mois plus tard, l'Albanie a adhéré à l'Organisation de la conférence islamique et dès lors les aides des pays du Proche-Orient ne cessent pas d'arriver. La religion commence à jouer un rôle important, mais elle n'est pas vécue en Albanie comme dans d'autres pays islamiques. D'une part, l'islamisation des Albanais est tardive, ce qui veut dire qu'elle n'est pas à la base du nationalisme albanais. D'autre part, la religion a été interdite par le régime communiste, ce qui a fait descendre beaucoup la pratique religieuse. Il y a enfin l'inquiétude des

pays de l'Europe occidentale face à la présence d'états musulmans en Europe. Par conséquent, une éventuelle montée en puissance du fondamentalisme islamique n'est pas à craindre en Albanie.

C'est plutôt la langue qui a eu un rôle important dans la naissance du nationalisme albanais. En effet, menacés d'assimilation aux aires culturelles latine, grecque et turco-arabe, les albanais développèrent au XIX^e siècle, en réaction, un nationalisme à base linguistique. Leur langue devait constituer le ciment de leur unité nationale.

Cette langue ne fit l'objet de codification qu'à partir du milieu du XIX^e siècle. La langue littéraire n'a même été unifiée que dans les années 1970 sous l'impulsion du gouvernement. Basée sur les dialectes tosques, certains ont vu dans cette langue écrite un fait de colonialisme interne de la majorité. Cependant, elle a été adoptée par la communauté guègue de Yougoslavie et aujourd'hui il n'y a pas contestation sur son utilisation.

1.4. L'économie

Les perspectives socio-économiques qui s'offrent à l'Albanie paraissent assez sombres et elles se manifestent particulièrement par de faibles provisions alimentaires. Les ressources naturelles albanaises sont principalement : agricoles (maïs, blé, arbres fruitiers, tabac) et minérales (pétrole, chrome). Il est intéressant de noter que l'Albanie, malgré sa pauvreté, est le troisième producteur mondial de chrome.

L'ouverture diplomatique de l'Albanie en 1989 n'entraîna que peu de changements à l'intérieur du pays. Les émeutes éclatèrent et se traduisirent par l'effondrement de l'économie et l'exode spectaculaire des boat-people vers l'Italie. Le passage à l'économie de marché disqualifia une grande partie de l'industrie ainsi que certaines productions agricoles et minières. Cette crise jeta les échanges extérieurs dans le déficit, rendant le pays tributaire pour longtemps de l'assistance internationale. Il fallut apporter de l'aide alimentaire (opération Pelicano).

La réforme de l'économie porta sur le développement d'une agriculture renaissance et d'un secteur tertiaire fleurissant, mais aussi la prolifération d'entreprises douteuses. Parmi celles-ci figuraient les fameuses « pyramides financières ». L'économie albanaise connut un taux de croissance étonnamment élevé (8 %) jusqu'à 1996. Mais en 1997, l'effondrement de plusieurs « pyramides financières » provoqua une crise destructrice. A la fin de cette crise, après l'intervention d'une force multinationale (opération Alba, gérée par l'Italie) le nouveau gouvernement s'apprête à redonner la confiance à une population plus pauvre que jamais.

Malgré la baisse de production, le revenu disponible avait doublé en cinq ans. Ce paradoxe tient à l'importance des transferts financiers de l'aide internationale. Cependant, les remises des émigrés (une somme qui représente plus de la moitié des transferts) forment la source des revenus la plus immédiatement disponible. L'émigration économique est vitale pour l'économie albanaise. Mais elle peut être aussi

nocive car elle lui fait perdre le meilleur de sa main-d'oeuvre. Par ailleurs, l'émigration importante d'une main d'oeuvre peu qualifiée intervient dans une conjoncture défavorable, alors qu'une Europe occidentale se montre réticente contre un éventuel afflux d'immigrants en provenance de l'Est.

Aide internationale et émigration sont donc aujourd'hui les deux piliers les plus importants de la fragile économie albanaise. D'autre part, la coopération économique régionale favorise le développement des liens entre les pays de la région. La création d'une zone de coopération économique en mer Noire, en juin 1992 (accord d'Istanbul) a constitué un pas important. Elle a été suivie de la déclaration du Bosphore, dans laquelle les pays signataires ^(a) ont manifesté leur volonté d'établir des relations pacifiques, gage de tout succès économique éventuel.

2. CONTEXTE HISTORIQUE

2.1. Création de l'état albanais

Après la conquête turque (XV^e siècle) les albanais furent longtemps les auxiliaires zélés de la Porte. Cependant, au XIX^e siècle ils furent gagnés par le mouvement des nationalités et cherchèrent à devenir indépendants. En 1912 un groupe de patriotes proclama à Vlorë l'indépendance de l'Albanie. Ils cherchaient à éviter le partage des régions de peuplement albanais, jusque-là sous domination ottomane, entre la Serbie, le Monténégro et la Grèce. Ces derniers états venaient de gagner la Première Guerre balkanique. Cette indépendance fut reconnue par les grandes puissances, mais dans des frontières restrictives issues des marchandages de la Conférence des ambassadeurs en Londres, 1913. Les Albanais du Kosovo et de la Macédoine occidentale et ceux de la Grèce, soit les deux cinquièmes environ des Albanais des Balkans, restaient en dehors du petit royaume d'Albanie.

L'indépendance fut compromise dès la Première Guerre mondiale, car des troupes serbes, austro-hongroises, italiennes et françaises opéraient en Albanie. Restaurée, elle fut ensuite manipulée, la Yougoslavie et l'Italie cherchant à imposer leur influence, avant que Mussolini n'y mît fin en 1939. En 1948, le projet de fédération balkanique lancé par Tito échoua à cause de la rupture soviéto-yougoslave. L'indépendance de l'Albanie a toujours été difficile.

Cette difficulté à assumer l'indépendance nationale développa en Albanie un nationalisme intransigeant, défensif et méfiant. Formé avant la Seconde Guerre mondiale, ce nationalisme produisit dans le contexte géopolitique de l'après-guerre des résultats extrêmes. La méfiance s'exerça à l'égard des Etats voisins et des grandes

^a Ces pays sont : Moldova, Ukraine, Géorgie, Arménie, Russie, Roumanie, Turquie, Bulgarie, Albanie, Grèce et Azerbaïdjan.

puissances. Les Etats-Unis d'abord et depuis 1961 l'Union Soviétique furent condamnés comme impérialistes par Tirana. En 1978, après la mort de Mao Zedong arriva la rupture politique avec la Chine. L'isolement du pays fut complété par l'interdiction, en 1967, de toute pratique publique religieuse et de toute émigration, ainsi que par un contrôle idéologique étroit, impliquant la maîtrise des médias.

2.2. Evénements récents

Les premières élections libres tenues en Albanie en près de 70 ans eurent lieu en 1991. Le Parti du travail (PTA, communiste) fut victorieux à une majorité écrasante. Fait significatif, les votes du milieu rural furent en majorité pour le Parti du travail, alors qu'au contraire, en milieu urbain, les votes allèrent en majorité au parti démocratique, récemment constitué. Par la suite, le président Ramiz Alia perdit son siège au Parlement. La généralisation des troubles et l'approfondissement de la crise économique contraignirent au PTA à composer avec le Parti démocratique, puis à accepter de nouvelles élections législatives. Le Parti démocratique emporta ces élections qui furent tenues en mars 1992. Le 3 avril 1992, le président Ramiz Alia, en poste depuis 1982 et héritier de l'ancien dictateur Enver Hoxha, offrait sa démission. Le 6 avril, Sali Berisha, le chef du Parti démocratique, était élu par l'Assemblée du peuple. Lors de son discours inaugural, il indiqua clairement les objectifs de son administration : premièrement, rétablir l'ordre et la stabilité ; deuxièmement, favoriser les investissements étrangers ; et troisièmement, intégrer l'Albanie au sein des institutions européennes. Cependant, le PTA, rebaptisé Parti socialiste (PSA) remporta les élections locales en juillet 1992. La stabilité était loin d'être atteinte.

L'effondrement de plusieurs « pyramides financières » au début de l'année 1997 a été à l'origine d'une crise sans précédents pour l'Albanie. Le 15 janvier, les premières manifestations ont éclaté à Tirana. Les émeutes ont gagné les principales villes du pays où des milliers d'épargnants ont réclamé le remboursement de leur dû. L'insurrection s'est étendue et l'état d'urgence a été instauré. Le Conseil de sécurité des Nations unies vote l'envoi d'une force multinationale de 6 500 hommes (opération Alba, gérée par l'Italie). Sali Berisha accepte le principe d'élections législatives anticipées. A la fin du mois de juin, la mission du contingent international est finie. Après plusieurs émeutes ayant causé la mort de 1 600 personnes et ayant conduit l'Etat au bord de l'éclatement, les élections de juin et juillet 1997 ont abouti à la constitution d'une nouvelle majorité, conduite par le PSA. Le président Berisha a démissionné le 23 juillet et le Parlement a nommé Rexhep Medjani chef de l'Etat. Le nouvel homme fort, Fatos Nano, leader du PSA est investi Premier ministre par le Parlement le 24 juillet.

La tâche du nouveau gouvernement est lourde : restaurer l'autorité de l'Etat tout en oeuvrant à une réconciliation nationale, indispensable si l'Albanie veut éviter de tomber dans des affrontements régionalistes (Guègues contre Tosques, « Nord » contre « Sud »).

3. CONTEXTE POLITIQUE

3.1. L'Albanie post-communiste

La mort du dirigeant communiste Enver Hoxha (qui avait présidé à la destinée de l'Albanie depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale), suivie quelques années plus tard de la « mort » du communisme ont incité l'Albanie à sortir de son isolationnisme. Les canaux diplomatiques furent progressivement rouverts avec, tout d'abord, les pays de l'Europe de l'Est et des Balkans et par la suite avec l'Europe occidentale et la Chine.

Lors de la période isolationniste, les contacts officiels furent très restreints, particulièrement avec les Etats formant chacun des blocs militaires du Pacte de Varsovie et de l'OTAN. Cette politique s'allégea quelque peu après la rupture idéologique avec la Chine, pendant les années 70. La petite ouverture s'élargit après la mort d'Enver Hoxha pour atteindre, en 1990 tous les pays, sans se soucier de leur idéologie. L'Espagne (1986), le Canada et la république fédérale d'Allemagne (1987) furent les premiers pays occidentaux qui établirent des relations diplomatiques avec l'Albanie. Les canaux diplomatiques furent rouverts avec l'Union Soviétique en 1990 et avec les Etats-Unis en 1991. Aujourd'hui, l'Albanie entretient des relations diplomatiques avec plus de 100 Etats.

Le déblocage de l'Albanie sur le plan international eut lieu en 1990, lorsque Ramiz Alia déclara son intention d'adhérer à la CSCE (aujourd'hui OSCE), ce qui se réalisa en 1991. L'Albanie a signé un accord de coopération en matière commerciale avec l'Union européenne, en vue d'atteindre un statut de membre associé. Elle fut admise au Conseil de coopération nord atlantique, parrainée par l'Allemagne.

L'Albanie se considère par ces gestes comme étant sur la voie de l'intégration européenne. Elle veut montrer son intention d'honorer ses obligations, particulièrement en matière de droits humains. L'Albanie compte notamment sur des solides liens d'amitié avec l'Allemagne, l'Autriche, l'Italie et les Etats-Unis, où la diaspora albanaise est importante⁴. La situation institutionnelle actuelle de l'Albanie permet le développement de son potentiel humain et économique.

3.2. Les relations extérieures importantes

3.2.1. La Grèce

Les frontières de l'Albanie ont été mal taillées dès le début. Nous l'avons vu,^(a) il s'agit de frontières restrictives issues des marchandages de la Conférence des

^a Voir paragraphe Création de l'Etat albanais, ci-dessus

ambassadeurs en Londres, en 1913. La frontière albano-grecque a par le passé donné lieu à plusieurs litiges entre la Grèce et l'Albanie. En raison de facteurs historiques et ethniques, la Grèce considère que la région de l'Épire nord ⁵ lui revient de droit.

En 1881, alors sous la domination turque, la région de l'Épire fut divisée entre l'Albanie et la Grèce. Cette division fut confirmée en 1913 à Londres. La région épirote a été contestée lors des deux conflits mondiaux en raison d'alliances et de rivalités politiques. A la fin de la Seconde Guerre mondiale, les alliés confirmèrent les frontières de l'Albanie, telles qu'elles avaient été acceptées lors de la Conférence de Londres et la Grèce atténua sa contestation. En 1958, elle remit sur le tapis la question de l'Épire. La dispute au sujet de l'Épire sembla se régler lors de l'établissement de relations diplomatiques entre les deux pays en 1971, mais encore aujourd'hui plusieurs nationalistes grecs revendiquent l'Épire septentrionale.

Les relations entre la Grèce et l'Albanie ont été donc toujours présidées par le contentieux de l'Épire. Mais il ne faut pas oublier le sort des Albanais dans l'Épire sud, sur territoire grec. Ces Tourco-Tchamidès, de confession musulmane ont été contraints de quitter le territoire grec et de rejoindre l'Albanie à l'issue de la Seconde Guerre mondiale. D'autre part, la démographie joue contre les hellénophones de l'Épire nord car le taux de croissance des habitants de souche albanaise est supérieur à celui des habitants de souche grecque. La Grèce ayant accueilli avec bienveillance l'émigration des hellénophones de l'Épire nord, le problème pourrait être réglé dans le futur de façon naturelle.

La Grèce est aujourd'hui le premier partenaire commercial de l'Albanie. Elle y trouve une main d'œuvre bon marché. Les investisseurs grecs sont à la recherche de marchés et placements, non seulement dans l'Albanie mais aussi dans la Bulgarie et la Macédoine (et cela en dépit du blocus décrété contre la Macédoine par le gouvernement grec). Il semble que la Grèce soit discrètement en train de reconquérir l'hinterland balkanique perdu en 1913, quand elle contrôlait le commerce et la banque dans l'Empire ottoman ⁶.

Les relations albano-grecques seront encore longtemps marquées par la méfiance et cela par deux raisons : la question de l'Épire nord et les relations privilégiées turco-albanaises, vues par la Grèce comme une façon d'encercler le musulman qu'elle redoute toujours ⁷. Cependant, le réalisme politique et économique s'impose et l'Albanie et la Grèce sont condamnées à s'entendre.

3.2.2. La Serbie

Parler des relations albano-serbes c'est parler du Kosovo. Lors de la Conférence des ambassadeurs de Londres en 1913, le Kosovo fut attribué à la Serbie et au Monténégro, qui venaient de gagner la Première Guerre balkanique (1912). Les Albanais sont près de deux millions au Kosovo où ils constituent le 82 % de la population face au 10 % de serbes. Leur installation remonte au XVII^e siècle, lorsqu'ils furent encouragés par les Turcs à coloniser les régions abandonnées par les Serbes

au moment de la conquête. Les Serbes font état de droits historiques, dans la mesure où le Kosovo est considéré comme leur berceau historique⁸. Les Albanais admettent le peuplement du XVII^e siècle, mais revendiquent des droits antérieurs⁹.

Au Kosovo, le déséquilibre numérique entre Albanais et Serbes (déjà alimenté par le différentiel des taux d'accroissement naturels) s'est creusé d'autant plus que les Serbes sont partis en grand nombre. La ségrégation économique et sociale entre Slaves et Albanais est partout renforcée par l'apartheid de la langue et de la religion. En 1974, après soixante années de persécutions plus ou moins sévères, le Kosovo avait été doté par Belgrade d'un statut d'autonomie. Il se voyait accorder des compétences assez étendues en matière d'enseignement et de politique sociale au sein de la république de Serbie. En 1990, après l'éclatement de la fédération, ce statut fut confisqué tandis que les Albanais étaient écartés des emplois publics et que l'usage de la langue albanaise elle-même était banni de la vie publique. Les Kosovars ont choisi alors la résistance passive en proclamant leur indépendance en 1991. Ils ont mis sur pied une organisation économique, sociale et politique parallèle suffisamment efficace pour assurer au plus grand nombre d'entre eux une vie plus facile que celle des Serbes du Kosovo. La Ligue démocratique d'Ibrahim Rugova réclame ouvertement le rattachement du Kosovo à l'Albanie.

Pour sa part, l'Albanie appuie les revendications des Kosovars et dénonce le « génocide » perpétré contre ces Albanais. Cependant, le nationalisme se heurte aux réalités, fixées par les rapports de force régionaux et par l'attitude de la communauté internationale. Or, si les grandes puissances ont pris acte de l'éclatement de la fédération yougoslave, elles ne semblent pas prêtes à admettre la remise en cause de leurs frontières externes pour rattacher une minorité à son Etat national. Tout au plus l'Albanie peut-elle tenter de faire pression sur la Serbie par le biais des instances internationales afin que soient ménagés les droits des Kosovars. Cependant, si l'attitude de résistance passive cède leur place à la guerre civile au Kosovo, l'Albanie pourrait être tentée d'intervenir militairement, ne serait-ce que pour internationaliser le conflit.

Du point de vue géopolitique, le conflit du Kosovo est difficile à gérer parce qu'il s'agit d'un conflit identitaire. En effet, les deux conditions nécessaires des conflits identitaires¹⁰ sont remplies. Il y a, d'une part, la certitude ressentie par Albanais et Serbes du Kosovo d'une menace portant sur leur existence et sur leurs spécificités ethniques, religieuses ou nationales. D'autre part, ce conflit mobilise complètement les deux groupes concernés, notamment par le biais des médias^(a).

Les conflits identitaires agissent par la mobilisation affective de la population et créent dans les sociétés intéressées un véritable syndrome obsidional, un complexe

^a Le conflit du Kosovo appartient à un type particulier des conflits identitaires : celui des conflits d'antériorité. Dans les conflits d'antériorité, deux pays réclament la même région au nom d'une antériorité de présence.

d'encerclement. Le problème de cette espèce de paranoïa collective est qu'elle fait appel à toutes les forces du groupe et s'avère extrêmement destructrice. Dans un conflit identitaire, il n'y a pas de concessions possibles, c'est là que réside la difficulté de la crise du Kosovo.

3.2.3. Les autres acteurs

A la recherche d'une protection contre les Grecs et les Serbes, Tirana a conclu avec Ankara un traité de coopération économique et militaire fondé officiellement sur la parenté culturelle entre les deux pays. La Turquie, ancienne puissance dominatrice, est aujourd'hui le principal allié de l'Albanie et son lien avec le monde islamique.

L'Albanie a besoin du territoire de la Macédoine pour établir une liaison terrestre commode avec son allié turc. Dépendantes l'une de l'autre, l'Albanie et la Macédoine se sont donc résignées à se soutenir mutuellement et à établir des relations exemplaires.

Les pays occidentaux, l'Italie en tête, ont compris la nécessité d'appuyer la récupération économique et politique de l'Albanie. Mais parfois sont les vieilles fractures géopolitiques et les alliances traditionnelles qui jouent le rôle déterminant. Cela se fait en dépit des différends entre Etats.

4. CONCLUSIONS

4.1. L'Albanie et la sécurité des Balkans

Les problèmes que connaît l'Albanie sont susceptibles, à brève échéance, de menacer la stabilité de ses voisins. Les deux puissances clés dans le sud des Balkans sont la Grèce et la Turquie. Une issue militaire ou terroriste du conflit du Kosovo mènerait la Grèce à intervenir en soutien de la Serbie. Cela aurait comme effet un soutien turc vers l'Albanie et une confrontation turco-grecque. Ces deux pays étant alliés dans l'OTAN, les puissances occidentales ne pourront pas rester indifférentes.

La Macédoine, limitrophe de l'Albanie, est loin d'être immunisée contre une éventuelle contagion de la crise albanaise sur son territoire. Aujourd'hui la Macédoine reste un important centre des tensions balkaniques. Toute crise politique albanaise a donc un effet de ricochet sur ses voisins.

La fragile stabilité des accords de Dayton qui règlent la question bosniaque, peut être, elle aussi, mise en péril. L'urgence avec laquelle a réagi l'Italie en proposant l'envoi d'une force multinationale (opération Alba) montre la nécessité de prévenir toute propagation d'une crise albanaise dans les Balkans¹¹. L'Albanie reste donc un centre d'intérêt pour la stabilité des Balkans et, au-delà, pour les perspectives de paix dans l'Egée.

4.2. Quel avenir pour l'Albanie?

Dans l'ordre interne, l'Albanie doit faire face à deux problèmes principaux : le redémarrage de son économie et la restauration de l'autorité de l'Etat. L'économie albanaise dépend, comme nous avons vu, de l'aide internationale et des remises des émigrants. Il faut faire en sorte que ces deux revenus soient progressivement remplacés par une économie productive. Pour cela, il faut reconstruire le tissu industriel et stimuler la production agricole et extractive, sans oublier le secteur tertiaire. Mais la récupération économique ne peut être atteinte sans un Etat fort et des structures politiques démocratiques. La première tâche du nouveau gouvernement est celle de la mise en place des forces de police et militaires capables de renforcer l'autorité de l'Etat tout en respectant les droits humains. D'autre part, la réconciliation nationale est indispensable et le gouvernement doit faire des efforts pour éviter l'affrontement nord-sud. Avec l'aide internationale, ces efforts pourraient aboutir sur une croissance économique comme celle des années 92-96.

Dans l'ordre externe, le seul problème important reste celui du Kosovo. Nous avons vu déjà les difficultés existantes pour résoudre ce problème. Des troubles éventuels en Albanie pourraient mener ses dirigeants à une confrontation avec la Serbie, ne serait-ce que pour internationaliser le conflit. Celle-ci est l'hypothèse la plus dangereuse. Mais l'Albanie ne pourrait pas compter sur la communauté internationale dans ce cas. La solution, nous l'avons déjà dit, consiste à faire pression sur la Serbie par le biais des instances internationales afin que soient ménagés les droits des Kosovars.

L'Albanie revient aujourd'hui dans l'orbite d'une Europe centrale où l'on trouve l'Allemagne, l'Autriche, la Bulgarie, la Turquie et aussi l'Italie. Face à ce camp se trouvent les intérêts russes, grecs et serbes. Cela peut rappeler l'époque de la Triple Alliance. Il reste faire en sorte que le réalisme politique auquel l'Albanie doit son entente avec la Macédoine et la Turquie s'applique aussi avec la Grèce et la Serbie.

José Manuel ROLDAN TUDELA

Commandant

Division B, Groupe B4

NOTES

- ¹ Cf. Mark Almond : « La poudrière albanaise ». Politique Internationale , n° 76, Paris été 1997.
- ² Cf. Thierry Thardy : « Les embargos en ex-Yougoslavie », Relations Internationales et Stratégiques, n° 24, hiver 1996. Ed. Iris Presse, Paris 1996.
- ³ En 1995 l'UE a apporté 60 millions de dollars pour financer le tronçon albanais qui devrait, à terme, relier Durrës et Istanbul avec une branche Sofia-Bourgas. Cf. Olivier Deslondes : « Albanie : la transition manquée », Politique Internationale , n° 68, Paris été 1995.
- ⁴ A cet égard, le ministre Serrequei a été très clair en 1992 : « en termes généraux, nous sentons que nous sommes Européens, que nous vivons en Europe tant géographiquement, spirituellement, mentalement, psychologiquement qu'historiquement ». Cf. Stéphane Lefebvre : « L'Albanie et la sécurité dans les Balkans », Espaces Stratégiques, n°55, Paris 3^e trimestre 1992.
- ⁵ L'Épire nord se correspond avec la zone sud de l'Albanie. Dans cette zone il y a près de 400 000 habitants d'origine grec et de religion orthodoxe, ce qui constitue entre le 12 et le 13 % de la population de l'Albanie.
- ⁶ Cf. Olivier Deslondes : « Albanie : la transition manquée », Politique Internationale, n° 68, Paris, été 1995.
- ⁷ Cf. Dimitra Massoula : « Les Balkans et la politique grecque », Relations Internationales et Stratégiques, n° 26, été 1997. Ed. Iris Presse, Paris 1997
- ⁸ Au Kosovo a eu lieu la bataille fondatrice de la mythologie serbe, celle de Nicopolis (1389) contre l'envahisseur turc. Les historiens serbes affirment que la dynastie des Nemanjic a fondé le royaume serbe au Kosovo et que, à l'époque, ils étaient majoritaires. Ils estiment que leur affaiblissement fut dû aux persécutions infligées par les Turcs et ses alliés les Albanais. L'élément albanais se serait ainsi renforcé, notamment après la migration serbe de 1690 vers les contrées du Danube. Les Albanais, d'après cette version ne seraient devenus majoritaires qu'au XIX^e siècle.
- ⁹ Les Albanais affirment que, descendants des Illyriens, ils sont les plus anciens habitants du lieu, qu'ils y sont majoritaires de longue date et que la conférence de Londres (1913) bafoua le droit du peuple albanais en attribuant le Kosovo à la Serbie et au Monténégro.
- ¹⁰ Cf. François Thual : Méthodes de la géopolitique. Chap XI. Ed. Ellipses, Paris 1996. Cf. François Thual : Les conflits identitaires. Ed. Ellipses, Paris 1995
- ¹¹ Cf. Mark Almond : « La poudrière albanaise ». Politique Internationale , n° 76, Paris été 1997.

BIBLIOGRAPHIE

- Mark Almond : « La poudrière albanaise ». *Politique Internationale* , n°76, Paris été 1997.
- Olivier Deslondes : « Albanie : la transition manquée », *Politique Internationale*, n° 68, Paris, été 1995.
- Stéphane Lefebvre : « L'Albanie et la sécurité dans les Balkans », *Espaces Stratégiques*, n°55, Paris 3^e trimestre 1992
- Dimitra Massoula : « Les Balkans et la politique grecque », *Relations Internationales et Stratégiques*, n° 26, été 1997. Ed. Iris Presse, Paris 1997
- Thierry Thardy : « Les embargos en ex-Yougoslavie », *Relations Internationales et Stratégiques*, n° 24, hiver 1996. Ed. Iris Presse, Paris 1996.
- François Thual : *Méthodes de la géopolitique*. Ed. Ellipses, Paris 1996.
- François Thual : *Les conflits identitaires*. Ed. Ellipses, Paris 1995.
- *Dictionnaire de géopolitique*. Ed. Flammarion, Paris 1993.
- *L'état du monde 1996*. Ed. La Découverte, Paris 1995.
- *L'état du monde 1997*. Ed. La Découverte, Paris 1996.
- *L'état du monde 1998*. Ed. La Découverte, Paris 1997.
- *Le Monde*. « Bilan du Monde, Edition 1996 ». Ed. SA Le Monde, Paris 1996.
- *Le Monde*. « Bilan du Monde, Edition 1997 ». Ed. SA Le Monde, Paris 1997.
- *Petit Larousse*. Ed. Larousse, Paris 1996.